

Société **P 5**
**Le boucher et
la belle
de Djidjolé**
Suite et fin

Côte d'Ivoire
Échec et mat pour la diplomatie ? P 8



Football
**DYTO en
coupe de la
CAF** P 7



LE

LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 004 - Mercredi 26 Janvier 2011 - 250 F CFA / Etranger 1€

BILLET D'HUMEUR

Blaise, reviens...

La crise ivoirienne passionne les foules. Lorsqu'elle est au menu de la moindre réunion, tout le monde est attentif et s'attend au pire ou au miracle, c'est selon. Tenez, samedi dernier le Libéral, votre journal a étendu ses radars loin, loin loin... jusqu'au palais des Congrès de Bamako où les chefs d'Etat de l'UEMOA discutaient précisément du dossier ivoirien. Tout le monde attendait tranquillement le communiqué final vers 17h30 comme prévu dans le programme. Tout à coup, ceux qui étaient dehors et exclus du huis-clos ont entendu une sirène et vu des gyrophares ainsi qu'une limousine qui roulait à vive allure, le drapeau burkinabé flottant au vent. Alors les commentaires ont commencé à fuser.

- C'est Blaise, il s'en va !

- Ah oui, tu vois, je t'avais dit, ils ne vont jamais s'entendre.

- Tu as raison, c'est sur que ça chauffe !

- Tu crois que Blaise a claqué la porte du sommet ?

- Je ne sais pas... mais façon dont il est parti, c'est ça qui est inquiétant.

- Peut-être, certains veulent qu'on attaque immédiatement Abidjan mais d'autres ils ne veulent pas.

- Tu es sûr ?

- En tout cas si Blaise part, le sommet est foutu, ça va se terminer en queue de poisson. Nous les Africains on ne va jamais s'entendre. Une demi-heure après ce dialogue, les plus curieux ne tiennent plus en place. Tout le monde se presse devant la salle où les Chefs d'Etat sont en conclave, dans l'espoir de saisir au vol des éclats de voix. Mais curieusement on entendait plutôt des rires. D'ailleurs soudain les portes s'ouvrent et chacun tente de négocier la meilleure place pour bien capter les termes du communiqué final. Et finalement il n'a échappé à personne que les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA félicitent chaleureusement le Burkina pour sa victoire à la Coupe d'Afrique des Nations de moins de 17 ans. Ah... le foot. ■

La Rédaction



Faure à la tête de l'UEMOA

Des défis de taille à relever

P 3

Quiproquo sur le
dialogue inclusif
**Des précisions
s'imposent**

P 2

Développement à la Base au Togo
**Bientôt une agence d'appui
aux collectivités locales** P 5



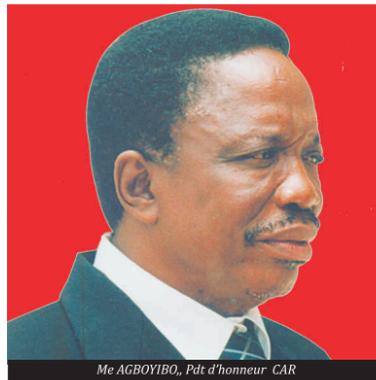
Quiproquo sur le dialogue inclusif Des précisions s'imposent

Depuis l'annonce du dialogue inclusif par le chef de l'Etat FAURE GNASSINGBE, chacun y va de son commentaire et de son interprétation sur d'abord le type de dialogue, le cadre et ensuite les sujets à débattre. L'initiative du chef de l'Etat est saluée par toute la classe politique. Mais au vue des commentaires et interprétations qui fusent de partout depuis la nuit du 31 Décembre 2010, on se demande si le pouvoir en place et les autres partenaires politiques ont la même grille de lecture de la notion du dialogue inclusif. Au Front Republicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), ce dialogue n'est que le résultat des marches de contestation de la réélection de FAURE qui désormais est contraint d'ouvrir des discussions avec l'opposition pour un compromis. En filigrane, on s'attend au FRAC à des

discussions autour de la présidentielle de 2010.

Au Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), il s'agit plutôt d'un dialogue d'application de l'Accord Politique Global (APG) un accord qui tient à cœur à Me AGBOYIBO et à ses poulains, préoccupés surtout par une union de l'opposition qui devra parler d'une seule voix à ce rendez-vous.

Du côté de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) de Mensah Agbéyomé KODJO on restreint le champ du dialogue car ceux qui participent, ou ont manifesté le désir de participer au gouvernement ne sauraient être concernés par un dialogue qui touchera à la vérité des urnes chère à l'ex Premier Ministre. A l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) de Jean Pierre FABRE, on pose des conditions pour une éventuelle participation avec des menaces de boycott à l'appui.



Me AGBOYIBO, Pdt d'honneur CAR



Prof GNININVI, SG CDPA



Agbéyomé, Pdt OBUTS



Fabre, Pdt ANC

Dans les milieux proches du pouvoir on ne fait pas de commentaire mais on est surpris par le foisonnement des interprétations. C'est un véritable quiproquo auquel on assiste. Ce dialogue va-t-il ressembler aux précédents,

quels seront les sujets objet de discussion ? Autant d'interrogations et il revient peut être à Faure GNASSINGBE le père de ce nouveau concept de dialogue inclusif de situer les uns et les autres. ■

FP

Echos de la diaspora

Badji Bassa Babaka nommé représentant de l'UEMOA à Cotonou

L'ancien journaliste Badjibassa BABAKA passe de la communication à la diplomatie multilatérale. Après avoir passé plusieurs années à Ouagadougou en qualité de directeur de la Communication de la Commission de l'UEMOA, notre confrère a été désigné Représentant de l'UEMOA à Cotonou. Au début des années 90 M. Babaka avait profondément marqué les Togolais avec sa célèbre émission «l'autre regard».

Micro à l'Envers

Les confrères se prononcent sur l'actualité

Sujet de la semaine:

Pour ou contre l'envoi d'une force militaire en Cote d'Ivoire



Tamandja Toutou, Directeur Radio Zéphyr

Je crois qu'il est temps que l'Afrique comprenne qu'on ne peut pas tout le temps prendre le pouvoir par la force. C'est vrai que la voix diplomatique reste la meilleure solution, mais parfois il en existe sur terre qui ne respecte que la force. La force devient nécessaire voire indispensable quand les voix diplomatiques n'aboutissent pas. Si la CEDEAO estime que le camp GBAGBO ne veut

pas entendre raison malgré toutes les négociations alors une intervention militaire s'impose. Mais il faut une action bien réfléchie et rapide pour atteindre directement GBAGBO la cible sans faire des victimes collatérales. Gardons tout de même espoir que les discussions porteront des fruits afin d'éviter à la Cote d'Ivoire un bain de sang. ■

Loïc Lawson, DP Flambeau des Démocrates



La complexité de la crise ivoirienne nécessite une réflexion efficace pour éclairer les populations en vue de leur éviter de sombrer dans des analyses dilatoires. Sincèrement, il faudra que les dirigeants africains cessent d'être des marionnettes de l'occident. C'est une honte pour l'Afrique qu'après 50 ans d'indépendance et de souveraineté qu'elle continue de se faire régenter par des mains invisibles dont l'objectif est de conserver leurs intérêts économiques au détriment du bien être des peuples africain... Vouloir régler le problème de la Cote d'Ivoire par les armes c'est pousser des

africains à s'entretuer. Non! l'intervention militaire n'est pas la solution. Au lieu d'être du côté d'un candidat aveuglement; la communauté internationale ferait mieux de prôner le dialogue et l'apaisement en amenant les deux parties à une table de négociation. Si la communauté internationale est sincère dans son rôle de sauvegarder la démocratie, pourquoi n'a-t-elle pas fait autant au Kenya avec près de 2000 morts, au Togo près de 500 morts, au Gabon, au Congo au Burkina Faso au Cameroun... ■

Augustin Sizing, Directeur de Publication Echos du Pays



C'est dommage qu'on soit obligé de répondre à une telle question dans votre merveilleuse rubrique du fait de l'entêtement de Laurent GBAGBO à quitter le pouvoir. Avec tout ce que la Cote d'Ivoire représente pour la sous région ouest africaine et partant l'Afrique voire le monde entier, une intervention militaire serait en principe

dommageable, mais la démocratie africaine est mise à l'épreuve au point que j'ai peur qu'après l'épuisement des armes de la négociation, GBAGBO contraigne ses pairs et la communauté internationale à la force. La démocratie du continent doit être sauvée malgré tout. ■



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction
Schmidt EZA
BRHOOM Kwamé
Dieudonné ESSOHANAM
Sémy MAREKA
Infographie
Raphaël AHIBLÉ

Adresse
585, Av du Grand Séminaire
Hédzranawoé
Tél: +228 239 04 45
+228 915 87 53
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
Service Compris

Tirage
2000 exemplaires

Faure à la tête de l'UEMOA

Des défis de taille à relever



Le Chef de l'Etat Faure Essozimna GNASSINGBE a été chargé par ses pairs de présider aux destinées de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine pour une année. C'est le Président malien Amadou Toumani Touré qui lui a transmis le témoin samedi dernier au palais des congrès de Bamako, au terme d'une journée de pourparlers intenses qui a, une fois de plus, fait la part belle à l'épineux dossier ivoirien.

Si ceux qui doutaient encore de l'effectivité du retour du Togo sur la scène régionale et internationale en sont désormais pour leurs frais, il faut se garder de tout triomphalisme; le Président Faure prend la tête de l'UEMOA dans un contexte plutôt difficile et sa tâche ne sera pas facile.

Même si la session de Bamako n'était qu'une session ordinaire, l'ordre du jour valait bien un sommet extraordinaire. L'importance des décisions prises le confirme bien.

Le problème de la BCEAO a été résolu. Henri Dacoury-Tabley, perçu à tort ou à raison comme l'homme de Gbagbo, a dû rendre le tablier pour permettre à la BCEAO qu'il a dirigée ces dernières années, de manier le cas échéant l'arme financière sans entrave dans la gestion du casse-tête ivoirien.

La BOAD a pu trouver une solution au problème d'incompatibilité qui se profilait à l'horizon avec la formalisation de la candidature de son patron Bio Tchané à la magistrature suprême au Bénin. Dès que sa candidature sera validée par l'instance habilitée, Bio Tchané devra céder son siège à son compatriote Adovolande qui dirigeait jusque-là la Banque

d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC).

Autre décision de grande envergure, la présidence en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA. Amadou Toumani Touré a passé le témoin à Faure Gnassingbé. Un sommet extraordinaire de l'Union est prévu d'ici mars à Lomé.

En devenant le Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, le Président Faure a indiscutablement marqué un point sur la scène diplomatique sous-régionale. Le jeune Président prend assurément de l'étoffe. Son parcours en devient de plus en plus intéressant.

On est bien loin et très loin des bouderies qui l'ont contraint durant son premier quinquennat à être constamment sur la réserve, ce que d'aucuns n'ont pas manqué d'assimiler à de la timidité.

Il a fallu ainsi attendre la fin du premier mandat pour voir le président Faure larguer peu à peu les amarres. Après s'être dans un premier temps fait la main en tant que Président en exercice de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique OHADA de 2009 à 2010, le Président Faure a franchi un nouveau cap à Bamako.

Le mérite personnel y est pour beaucoup, le Chef de l'Etat togolais ayant réussi à inspirer pleinement confiance à ses pairs en l'espace d'un quinquennat à la tête du Togo. Sa capacité à dénouer l'écheveau politique togolais et à s'ouvrir aux adversaires politiques d'hier a fini par convaincre.

Mais le moins que l'on puisse dire

c'est que ce succès rejaillit sur le Togo. Il en va ainsi des grands succès diplomatiques; ils sont comme des rayons de soleil; ils brillent sur tout, du sommet à la base. Dans le cas du Togo, cela va se traduire concrètement dans les faits par le privilège sans doute redoutable d'abriter avant la fin du premier trimestre 2011 le tout premier sommet extraordinaire de l'Union. Il va falloir dans la perspective de ce rendez-vous revoir le parc hôtelier pour pouvoir accueillir les hôtes de marques dans la dignité, comme à la belle époque des signatures des conventions de Lomé.

Il faut toutefois se dire d'entrée de jeu que l'organisation d'un sommet extraordinaire de l'UEMOA à Lomé est le moindre des défis auxquels le Président Faure aura à faire face. Tout le monde le sait, le mandat du Togo à la tête de l'UEMOA sera tout sauf une sinécure.

Un premier défi d'ordre général tient au fait que la crise ivoirienne n'aide en rien le processus d'intégration au sein de l'UEMOA, or c'est la raison d'être de l'Union. La situation en Cote d'Ivoire commence à s'enliser peu à peu, entraînant une insécurité grandissante qui ne manquera pas de détériorer le climat des affaires, de perturber les circuits économiques, les projets et programmes communautaires et surtout le financement de l'Union. Dans ces conditions, le maintien de la cohésion au sein de l'UEMOA s'annonce comme une tâche difficile. Pour l'instant rien de grave. A Bamako, on peut même dire que les plus hauts responsables de l'UEMOA ont formé un bloc commun autour des questions essentielles. C'est

d'ailleurs de cette manière qu'ils ont réussi à mettre de l'ordre à la tête des institutions communautaires comme la BOAD et la BCEAO.

Mais c'est toujours avec le temps que les blocs les plus homogènes se fissurent. Si l'Union envisage d'intensifier le recours à l'arme financière pour faire céder Gbagbo, le Président Faure doit pouvoir préserver l'homogénéité qui prévaut pour l'instant entre les Chefs d'Etat de l'espace communautaire.

Cependant les choses peuvent se compliquer. Pour le cas de la BCEAO, son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique a été réaffirmée lors de la dernière réforme institutionnelle. Il va bien falloir trouver le bon tempo pour impliquer une structure comme la BCEAO dans la résolution de la crise ivoirienne sans remettre en cause son indépendance. Mais la nomination d'un nouveau patron de la BCEAO acquis à la cause d'Alassane Dramane Ouattara devrait contribuer à simplifier l'équation.

Le dossier ivoirien sera une épine dans la chaussure du nouveau Président en exercice et ce d'autant que le pays de Félix Houphoët Boigny est le plus grand contributeur net de l'UEMOA qui assure le tiers du PIB communautaire. L'Union est financée pour l'essentiel sur la base des ressources issues du prélèvement communautaire de solidarité (PCS). Si la crise ivoirienne perdure, les ressources au titre du PCS connaîtront une réduction de 36,4% soit une perte sèche de 23,2 milliards de francs cfa en 2011.

Les craintes sont réelles puisqu'un ralentissement des activités économiques et de la consommation dû aux difficultés d'approvisionnement peut perturber durablement les rentrées d'argent frais.

Mais le nouveau Président en exercice devra surtout déployer des trésors pour que la crise ivoirienne ne dégénère pas en un conflit ouvert entre populations du littoral et celles de l'hinterland, entre Sahéliens et côtiers; l'effet de contagion ferait des ravages et rendrait plus difficile l'intégration des peuples de l'UEMOA dont la diversité est sans doute une grande richesse.

Disons que la crise ivoirienne est la nouveauté qui ne rend pas aisée la tâche des hauts responsables des institutions communautaires. Mais les défis anciens demeurent et sont tout aussi coriaces.

Comme toutes les grosses machines administratives, l'UEMOA a toujours eu du mal à

traduire dans les faits les projets de réforme pourtant jugés nécessaires. La volonté de créer un espace plus intégré sur le plan économique au sein de l'UEMOA restera lettre morte si les décisions prises au niveau communautaire ne connaissent pas un début d'application dans les Etats membres. La mise en œuvre effective est un enjeu de taille dans le domaine des politiques sectorielles relatives à l'agriculture, aux ressources en eau et à l'environnement.

Autre défi important, la croissance économique. Même si elle est en nette croissance, elle reste encore très faible dans l'espace UEMOA. Autour de 2,2% en 2009 et 4%; pas assez pour inverser les tendances économiques et sociales dans l'espace communautaire. Le nouveau Président en exercice doit trouver le moyen de donner une impulsion nouvelle qui favoriserait l'émergence d'un secteur privé dynamique, une condition sine qua non pour la création des richesses dans l'espace UEMOA.

La formule gagnante consisterait donc à trouver le moyen de préserver la paix dans l'UEMOA en résolvant avec le moins de dégâts possibles la crise ivoirienne et de garder parallèlement le cap des réformes engagées pour faire de l'Union un cadre économiquement plus intégré.

Le Président Faure a-t-il toutes les cartes en main pour jouer pleinement ce rôle ?

La manière dont il a géré la crise togolaise que l'on disait insoluble autorise à tout du moins à lui accorder le bénéfice du doute.

En tout état de cause, l'histoire nous enseigne que ce sont les grandes crises et les situations désespérées qui donnent aux grands hommes l'occasion de se manifester et de s'accomplir. Sans la deuxième guerre mondiale, sans l'occupation il n'y aurait pas eu l'appel du 18 janvier et De Gaulle serait sans doute resté un brillant officier mais pas la grande figure historique que nous connaissons aujourd'hui. C'est aussi le poids du joug colonial qui a généré les figures emblématiques des indépendances africaines. Vus sous cet angle les immenses défis qui attendent le nouveau Président en exercice sont peut-être simplement l'occasion que lui offre le ciel de montrer qu'il a l'étoffe d'un homme d'Etat de grande envergure. ■

Sémy Maréka

Résurgence de l'insécurité dans la sous région Deux malfrats abattus à Lomé

La sous région ouest africaine fait face depuis quelques temps à un souci sécuritaire dû aux enlèvements au Niger, au Mali et au Nigéria. Le Niger et le Mali dans la ligne de mire d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique, assistent impuissants aux enlèvements d'expatriés sur leur territoire. Le Nigéria connaît une insécurité entretenue par la secte islamique Boko Arhame et la rébellion du MEND. A côté de tout ceci se développe un réseau de malfrats qui excelle dans le braquage des citoyens dans l'espace sous régional. Le réseau est constitué des gangsters de plusieurs nationalités dont des nigériens, des béninois, etc. Ces malfaiteurs troublent la sécurité des paisibles citoyens. Les actions de ce réseau s'étendent au Togo avec une première incursion en fin de semaine dernière à Lomé. La victime, Mme l'ambassadeur des

Etats-Unis au Togo et ceux qui étaient en sa compagnie.

Les faits

Alors qu'elle était à bord de sa voiture diplomatique, Mme Patricia Hawkins a été attaquée par deux brigands dans le quartier Bè Pa de Souza, au niveau de Oro Night Club dans la soirée. Elle était en compagnie de son chauffeur, son 1er conseiller et la Représentante Résidente du PNUD au Togo. Les Malfrats ont réussi à les dépouiller de leur bien et à leur arracher la voiture dans un premier temps avant de tenter de prendre la fuite en tirant dans tous les sens pour dissuader les victimes et les passants. Un gendarme en service dans les parages s'est mesuré à eux et à réussi à abattre l'un d'entre eux à en croire le Ministère de la Sécurité. Le second sentant le danger venir a échangé des tirs nourris avec le gendarme en

question, mais heureusement il a été atteint et a trouvé refuge dernière des fleurs à quelques mètres du lieu du crime. Il fut découvert grâce à la collaboration de la population civile présente sur les lieux avant de succomber à ses blessures, toujours selon le communiqué du Ministère de la Sécurité, le Général de Brigade Mohamed Atcha Titikpina. Cette situation interpelle la vigilance des autorités sécuritaires du pays qui doivent veiller à l'intégrité non seulement de leurs hôtes en poste dans le pays. Ces malfrats, sans doute membres d'un réseau, ont déjà eu raison d'une haute autorité du Bénin. N'eut été la vigilance et la présence du gendarme en service dans ce quartier de Lomé, le pire se serait produit. ■

BRHOOM Kwamé

Harmonisation des tarifs radios par le CONAPP L'UJIT attendue avec la Convention Collective



Depuis le 1er décembre 2010, les radios commerciales de la commune de Lomé appliquent de nouveaux tarifs aux annonceurs. Ces nouveaux prix sont contenus dans une nouvelle grille tarifaire adoptée par le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), de commun accord avec les organes de presse concernés. Par cette harmonisation, le CONAPP compte permettre aux différents organes de devenir de véritables entreprises de presse. L'initiative qui ne concerne que les radios commerciales, va aider celles-ci à accroître leurs recettes afin de disposer des moyens nécessaires pour leur survie et de se rendre ainsi viables. Ceci leur permettra d'honorer pleinement leurs différents engagements et de revoir le traitement de leurs employés. La nouvelle mesure a été du CONAPP a été portée à la connaissance du public le 20 janvier dernier au travers d'une conférence de presse tenue à la Maison de la Presse. « Nous entendons ainsi offrir à ces radios,

l'opportunité de devenir de réelles entreprises de presse. Ce qui leur permettra en conséquence de mieux valoriser le métier du journaliste », laissait entendre Tamandja Hakeem Toutou, membre de la commission technique du CONAPP chargée de l'harmonisation des tarifs sur les radios. Ainsi dans la nouvelle grille, la diffusion des spots varie entre 3500 et 10000 ; la couverture médiatique des événements se situe entre 25000 et 40000. Les publiereportages, les achats de temps d'antenne sont au minimum à 80000. La réception à l'antenne, les Sponsoring des émissions et des journaux parlés, les communiqués le top horaire, la confection des spots, les annonces sur les Sites internet ont aussi vu leur prix à la hausse. Les Patrons de presse comptent donner ainsi un nouveau souffle à leur entreprise. Ceci est le début d'une série de réformes que le CONAPP va mettre sur pied.

Qu'attend l'UJIT pour adopter la Convention collective ?

Nombreux sont les journalistes qui se sont posés cette question à l'annonce de l'initiative du Conseil National des Patrons de Presse. Il y a bientôt sept ans que l'on parle cette convention collective visant à améliorer les conditions de vie et de travail du journaliste togolais. Mais à l'heure

actuelle, cette mesure reste encore à l'étape des souhaits alors que les conditions de vie et de travail du journaliste togolais restent quelques fois déshumanisantes et moins enviables dans la sous région. Même certains patrons de presse le reconnaissent. « Il est vrai que le métier du journaliste ne nourrit pas encore son homme chez nous. (...) La vie du journaliste togolais, c'est vrai que ce n'est pas la trop mauvaise vie mais ce n'est pas la trop belle vie » disait Tamandja Toutou, directeur de Radio Zéphyr. Alors, nombreux sont ces journalistes qui pensent que l'Union des Journalistes Indépendants du Togo doit réagir le plus rapidement possible en adoptant des mesures qui pourraient assouplir les difficultés de ceux que représente. Les responsables de l'UJIT doivent remettre sur le tapis, la question de la convention collective qui pourrait harmoniser les traitements des journalistes par les patrons de presse. L'UJIT est interpellée par ce coup de sifflet du CONAPP qui appelle à la modernisation des entreprises de presse togolaises. L'heure a sonné pour que les journalistes togolais prennent leur destin en main en adoptant cette fameuse convention Collective qui pourrait arrêter l'hémorragie. ■

BRHOOM Kwamé

Semaine du détenu Le Potentiel du carcéral en exposition

L'administration pénitentiaire de la Prison civile de Lomé a organisé la semaine dernière, la semaine du détenu. Le but est de faire découvrir au public, le potentiel humain que regorge la prison civile de Lomé et de permettre aux détenus de rompre avec la douleur à travers plusieurs activités sportives, culturelles, religieuses et récréatives.

Au cours de cette semaine il nous a été donné de constater que de nombreux détenus ont de différents talents à faire valoir, peu importe le mobile de leur présence en prison. C'est ainsi que plusieurs articles et objets fabriqués et confectionnés par des prisonniers dans l'enceinte de la prison ont été mis en exposition vente. Parmi ces objets et articles, on retrouve des chemises, des pantalons, des robes, des culottes. On retrouve également des sacs et plusieurs œuvres d'arts. Certains de ces objets sont souvent achetés, par des commerçants du Grand Marché de Lomé. Ce qui permet à certains détenus de pouvoir se prendre en charge même en prison.

D'autres sont mis en vente dans l'enceinte de la prison par certains prisonniers qui sy connaissent dans le commerce. Le séjour en prison constitue pour ces citoyens en conflit avec la loi, une opportunité de faire valoir leur talent. C'est ainsi que certains citoyens admis en prison sortent avec un savoir extraordinaire surtout dans le domaine de l'artisanat. Ceci grâce à d'autres détenus qui sont formés dans certaines professions. Le séjour en prison doit être une chance pour des détenus d'acquérir

une autre façon de vivre et une autre manière plus orthodoxe de gagner sa vie. « La prison ne fait pas que du mal, elle fait aussi du bien », a déclaré un détenu qui produit des œuvres d'arts à la prison civile de Lomé. La religion n'est pas du tout du reste en milieu carcéral.

Certains n'hésitent pas à affirmer que la prison est le lieu par excellence de la repentance. Ceci pour la simple raison que le fait de se remettre au créateur aide psychologiquement le détenu à pouvoir purger sa peine. « Il est très difficile d'effectuer un séjour en prison sans se remettre à Dieu en implorant son pardon et son aide. », nous explique un ancien détenu.

Ce qui explique qu'en prison, l'on retrouve de différentes communautés religieuses : musulmanes, protestantes, catholiques etc.

Les membres de ces communautés prient et reçoivent des visites que ce soit des Pasteurs, des Prêtres, des Imâms qui viennent leur prêcher la bonne nouvelle. Au cours de la semaine du détenu qui a pris fin le 22 janvier dernier, des compétitions sportives dotées de coupes ont été organisées entre les détenus. Il y a eu aussi des consultations gratuites d'avocats qui ont permis la remise en liberté de 17 prévenus sur 20 consultés. Le milieu carcéral constitue une sorte de seconde vie comparable à celle ordinaire avec quelques restrictions de liberté de mouvement.

Mais très souvent, la plethore dans les lieux de détention du Togo engendre d'autres effets négatifs sur la vie de certains détenus qui deviennent à leur sortie des récidivistes. ■

BRHOOM Kwamé

Développement à la Base au Togo Bientôt une agence d'appui aux collectivités locales

Le Projet de soutien aux activités économiques des groupements (PSAEG), lancé en septembre 2008, par Victoire Dogbé-Toméga, ministre du développement à la base, a prévu entre autres la mise en place d'une Agence d'appui et d'un Fonds pour redonner espoir aux collectivités locales. Deux ans après, le gouvernement a décidé le 12 janvier en conseil des ministres, la création de cette Agence nationale d'appui au développement à la base.



L'Agence nationale d'appui au développement à la base, va essentiellement concentrer ses efforts au niveau local. L'objectif affiché, par le gouvernement togolais, inscrit au quatrième pilier du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) vise essentiellement à réduire les déséquilibres régionaux en offrant aux couches vulnérables les moyens de se développer. En effet, cette agence d'appui, selon les explications du Professeur Pascal Firmin N'Dimira, conseiller du chef de l'Etat, aura pour principale mission, de coordonner toutes les

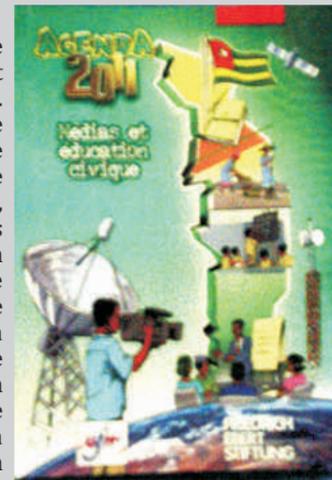
actions en direction des communautés à la base. Autrement dit, l'agence aura à mobiliser directement du financement auprès des partenaires au développement pour l'exécution des projets destinés aux communautés rurales. Etablissement public à gestion autonome, son statut particulier, lui confère également la possibilité de signer des contrats d'études avec les bureaux d'études pour superviser la réalisation des projets. D'ailleurs, la phase pilote du PSAEG, a permis d'appuyer plus de 80 mille personnes en matériel

et équipements de travail, à la construction de 13 nouveaux marchés et la réhabilitation des pistes rurales. C'est dire que la mise en place de l'agence va permettre de capitaliser les initiatives déjà entreprises par le Togo dans le sens de la réduction de la pauvreté. Pour les autorités togolaises, la réduction de pauvreté passe également par le renforcement de la gouvernance locale, le développement du capital humain, histoire de consolider les bases d'une croissance forte et durable. ■

Yohanès Akoli

L'Agenda 2011 de la Presse togolaise présenté au public

L'édition 2011 de l'agenda de la presse togolaise est disponible depuis le 21 janvier. L'Agenda 2011 a été dédié le vendredi dernier au cours d'une cérémonie officielle présidée par le Ministre de la Communication, Djimon ORE. Plusieurs autres personnalités étaient présentes à cette cérémonie de présentation de l'Agenda 2011 dont le thème de cette année est « Média et éducation civique ». Cet agenda va permettre aux journalistes de s'approprier la notion de l'éducation civique notamment ses fondements, son contenu et sa pertinence. L'Agenda 2011, qui est cette année à sa 7ème édition, aborde la responsabilité sociale du journaliste en parlant de l'éthique et de la déontologie qui exigent de lui, la promotion des valeurs citoyennes. L'une des missions du journaliste est la formation civique de ses concitoyens. C'est vers cette mission que les responsables de l'Union des Journalistes Indépendants du Togo comptent amener la presse privée togolaise à aborder véritablement cette année pour la construction d'un réel Etat de droit. En tant que 4ème pouvoir, la presse a un rôle capital à jouer dans la formation des citoyens. Ceci passera par le traitement des questions d'intérêt public en toute partialité et de façon impartiale pour permettre au public, disons plutôt aux citoyens togolais de se forger une opinion saine. Cet engagement de la presse privée togolaise doit être soutenu par la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la communication et par le Ministère de la communication en aidant les médias à arriver à l'atteinte de cet objectif utile qu'est la formation civique, une tâche qui incombe d'ailleurs au gouvernement. Le Ministère de la communication doit travailler pour une réelle professionnalisation de la presse pour mieux accomplir cette mission d'éducation civique. Ceci passe non seulement par la dotation des moyens financiers mais aussi par une attitude d'ouverture de la part des dirigeants et autres responsables à se rendre sans a priori disponibles à mettre l'information à la disposition des journalistes, sans aucune réserve. ■



BRHOOM Kwamé

Suite et fin

Société : Le boucher et la belle de Djidjolé

(RECAPITULATIF)

Djibo, boucher nigérien d'origine togolaise, a tenté de liquider avec son arsenal de travail, un jeune homme qu'il a surpris la nuit chez sa copine Zouéra, à Djidjolé, quartier Nord Ouest de Lomé. La course poursuite s'est achevée dans la rue et devant des témoins. Pour Zouéra, le boucher en faisait trop et risquait de la tuer un de ces jours avec ses crises de jalousie. Sur le champ, elle annonça la rupture de leur relation à Djibo. Très tôt le lendemain, elle comptait lui retourner le poste téléviseur et le ventilateur que ce dernier lui a offert comme présents depuis le début de leur idylle pimentée. Après le départ de la foule, Djibo décida de retourner chez Zouéra. Il était déjà minuit quand il arriva, le portail de Zouéra était fermé.

Djibo ne réfléchit pas très longtemps avant de décider de contourner la maison pour se pointer juste derrière la fenêtre de sa Zouéra. Il frappa à la fenêtre sans faire trop de bruit, il n'était pas question que les voisins de sa « femme » sachent qu'il est revenu après tout le tapage qu'il a fait. Aussi pensait-il que Zouéra aurait déjà informé toute la maisonnée qu'elle avait rompu avec lui. Il ne souhaitait pas du tout que d'autres témoins assistent à nouveau à ce qui risquait de découler de cette nouvelle entrevue. Il frappa à nouveau, en chuchotant le nom de la jeune fille et en la suppliant de lui ouvrir le portail. Aucune

réponse. Mais au fond de lui, il savait que Zouéra ne dormait pas, il savait qu'elle l'entendait mais ne voulait pas lui ouvrir la porte. Autour de lui, c'était l'obscurité totale. Il pensa à sa femme et à ses enfants à la maison et se demanda ce qu'il cherchait encore à cette heure chez cette fille qui refusait de lui accorder ses faveurs depuis deux mois déjà. Crevé qu'il était après une journée laborieuse, Djibo ne se décidait pas toujours à aller retrouver le bonheur du repos auprès de sa femme et de ses trois enfants. Aussitôt, il décida d'en finir en escaladant le mur pour descendre juste devant les cuisines à côté de la pièce qu'il avait aidé à louer. Il déposa sa bassine et son couteau derrière la fenêtre retroussa ses manches et le bas de son pantalon. D'un saut, il atterrit à la maison. Malheureusement pour lui, tout le bruit qu'il faisait depuis son arrivée avait fini par réveiller le voisin immédiat de Zouéra qui avait le sommeil léger. A peine finissait-il sa chute, qu'il tomba nez à nez avec le voisin qui le dévisagea tout en lui reprochant son comportement. « C'est comme ça que vous faites pour attirer les voleurs dans les maisons » lui lança ce dernier tout courroucé. Le voisin frappa à son tour à la porte de Zouéra en l'appelant par son nom. Quand sa voisine ouvra la porte, il lui recommanda de laisser le boucher entrer parce qu'il se faisait tard et que les nuits n'étaient plus sécurisantes. A cette requête, Zouéra opposa un refus catégorique en affirmant que c'était plutôt

le boucher qui était une source d'insécurité à Lomé. Elle s'étendait dans les explications lorsque, la porte de la femme du propriétaire de la maison s'ouvra à son tour. Les trois personnes encore éveillées à cette heure tardive de la nuit virent avancer vers eux un homme, c'était le propriétaire qui était en week-end à Lomé. Il arrivait une fois tous les deux mois. Il était attendu seulement dans deux semaines. L'homme était très rigoureux avec les locataires et surtout avec les femmes célibataires qu'il acceptait très difficilement en location chez lui.

A la vue du propriétaire, le voisin retourna pour refermer sa chambre. Le propriétaire demanda avec autorité à la fille ce qui se passait et qui empêchait le sommeil des autres. Zouéra ne répondait pas. Le boucher non plus. L'homme se retourna vers Djibo et lui demanda gentiment de rentrer chez lui en laissant la petite fille tranquille. Djibo respectait l'homme mais il n'avait aucune envie de suivre son conseil. Il tenta d'abord d'expliquer au propriétaire que c'est lui qui payait le loyer de la fille. « Mais ça fait deux mois qu'elle n'a pas payé son loyer, tu devrais le savoir donc. » rétorqua le propriétaire qui montrait déjà son envie d'écourter cette discussion pour aller se recoucher. « Mais c'est parce qu'elle se comporte mal, elle ne me respecte plus, ne m'écoute plus, elle se comporte comme... » Sans trop l'écouter, le propriétaire alla



Photo d'illustration

réveiller les garçons pour expulser de force le boucher. Se retournant vers la fille, il ajouta « Tu finis de brûler ton avance en février et tu quittes ma maison. Je n'aurais jamais dû de prendre ici. Et ce monsieur qui se comporte ici comme chez lui, je ne veux plus le revoir jusqu'à ton déménagement. » Zouéra voulut expliquer les choses à son bailleur mais ce dernier ne voulut rien entendre. Les jeunes conduisirent le boucher à la sortie et refermèrent le portail. Zouéra, referma sa porte, mais pendant toute la nuit, elle ne ferma pas l'œil, elle ne fit que pleurer. Le lendemain matin à la première heure, elle fit ses quelques bagages, pas grand-chose car elle commençait à peine à s'équiper avec l'aide du boucher. Et c'est un taxi qui ramassa ses effets pour le retour chez sa grande sœur qu'elle avait quitté six mois plus tôt quand Djibo lui avait proposé de lui offrir plus d'indépendance dans une maison de location à Djidjolé. ■

Le Briscard

Lutte contre la pauvreté

Un Fonds National de Micro-crédit soulagerait les opérateurs économiques

Interview: Ange Kossivi Ketor, Directeur de APIM- Togo

Le secteur de la micro- finance contribue à plus de 14% au Produit Intérieur Brut (PIB). L'encours des dépôts, au mois de septembre 2010, a dépassé les 75 milliards FCFA, une croissance forte, mais qui cache d'énormes difficultés en termes de disponibilité de ressources et de gouvernance. Pour pallier aux problèmes de ressources, le Directeur de l'Association des professionnels des institutions de Micro- finance (APIM- Togo), Ange Kossivi Ketor, travaille à la mise sur pied, d'un «Fonds National de la Micro- finance au Togo». « Le fonds de la micro-crédit sera un fonds d'Etat qui permettra aux IMF d'accéder aux ressources à des taux concessionnels de 3% », a indiqué M. Ketor, dans une interview exclusive accordée au journal Le Libéral.

Le Libéral : Bonjour Ange Kétor

Ange Ketor : Bonjour!

Le Libéral : Comment se portent les Institutions de Micro- finance au Togo ?

Ange Ketor : Le secteur de la micro finance s'est développé de manière exponentielle à partir de 2004. Des structures ont vu leur portefeuille doublé voir triplé au cours de la même période. Mais, cette croissance a été suivie de difficultés du point de vue de la gouvernance, de la qualité du portefeuille, des ressources humaines et du manque d'accompagnement d'outils de gestion.

Ces derniers moments, on a également assisté à des crises d'envergures qui ont secoué plusieurs IMF de la place. Au nombre de ces crises, on peut citer

la difficulté pour les IMF à récupérer les crédits octroyés à certains clients. Conséquence : la qualité du portefeuille s'est profondément dégradée et certaines IMF sont alors obligées de recourir à la voie judiciaire pour contraindre les clients à rembourser leurs dettes. Le tableau ainsi peint, difficile de conclure qu'en terme de santé, que nos IMF se portent bien. Mais, rassurez-vous, des mesures sont envisagées pour relancer le secteur.

Le Libéral : Parlant des mesures, vous envisagez la création d'un Fonds national de la micro- finance au Togo

Ange Ketor : Si ! Vous savez, l'une des difficultés des IMF dont on ne fait pas écho très souvent, c'est que ces institutions ont vraiment besoin de ressources à des taux



concessionnels sur le marché. Ce que vous ne savez pas, c'est que les IMF achètent des ressources à un taux de 10% auprès des banques sur place. L'institution va ainsi facturer ses coûts (frais de fonctionnement etc.) en plus de ce qu'elle doit payer à la Banque ; et c'est le client qui va supporter ce taux, qui devient trop cher pour lui. S'il faut acheter des ressources à des taux élevés de 12 à 14%, c'est difficile de les revendre à moins de 18 à 24%. Le taux d'usure ou le seuil défini par la Banque centrale (BCEAO) est fixé à 27%. Les clients supportent assez de charge, d'où les difficultés de

payement enregistrées.

C'est pour palier aux problèmes de ressources que l'APIM préconise la mise en place d'un Fonds national du microcrédit, comme ce fut le cas au Bénin. Ce fonds sera un fonds d'Etat, négocié auprès de la Banque mondiale, du FMI et d'autres partenaires financiers à des taux concessionnels de 3%. Ces ressources négociées par l'Etat auprès des partenaires financiers à des taux bonifiés seront mise à la disposition du Fonds qui se chargera en retour de les mettre à la disposition des IMF. L'avantage c'est que, les populations auront accès aux crédits à des taux

supportables. Résultat : les gens vont plus consommer, l'économie va tourner et la pauvreté va diminuer progressivement.

Le Libéral : Les chiffres clés de l'ensemble des IMF au Togo

Ange Ketor : La micro- finance contribue à plus de 15% du PIB. Le Togo compte au total 69 IMF dont 5 structures conventionnelles. Selon les dernières statistiques, nous avons 174 structures de base, 474 points de service sur l'ensemble du territoire nationale. Le nombre de bénéficiaire au mois de septembre 2010 se chiffre à 766 548 FCFA. Les fonds des dotations, l'encours des dépôts, l'encours de crédits et les crédits en souffrance s'élèvent respectivement à 4 812 443 019 Fcfa, 76 560 583 502 Fcfa, 68 645 467 392 Fcfa, 4 428 294 348 Fcfa. Le montant total de crédits octroyé en 2010 est évalué à 42 710 219 604 Fcfa. La qualité du portefeuille global est de 6,45%, un taux en dessus de la normal fixée à 5%.

Le Libéral : Merci Monsieur!

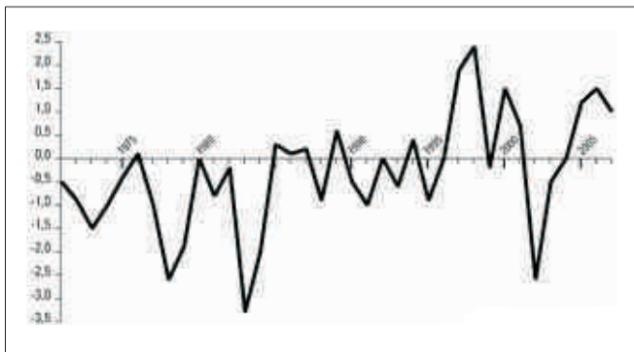
Ange Ketor : C'est plutôt moi. ■

Propos recueillis par
Yohanès Akoli

Relance de l'économie nationale

Le Togo lance un emprunt obligataire de 47 milliards FCFA

L'emprunt obligataire par appel public à l'épargne d'un montant de 47 milliards FCFA, dénommé « Etat togolais 6,5% 2011- 2016 », a été lancé le 20 janvier dernier par le Togo. Pour la 2ème fois en cinq ans, le Togo entend lever des fonds sur le marché financier régional de l'Union Economique monétaire ouest africain (UEMOA) pour financer en partie son programme d'investissement public (PIP).



Les progrès réalisés par le Togo au titre des réformes économiques, surtout avec l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative des pays pauvres très

endettés (IPPTE), a accru la confiance du Togo vis-à-vis des opérateurs économiques et des investisseurs de la sous- région. En témoigne, le succès du 1er emprunt obligataire de 36,5 milliards de Fcfa, lancé en 2006, dont le règlement à ce jour, a atteint 75% et le reliquat sera soldé à échéance le mois prochain, selon la Société de gestion et d'intermédiation (SGI-Togo). La 2ème opération de l'emprunt obligataire, couvrant la période de 2011 à 2016, indique Nyaro Badawasso, secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances, «confirme le retour du Togo sur le marché financier régional».

Particularité du nouvel emprunt obligataire

D'un montant de 47 milliards Fcfa, la souscription au 2ème emprunt obligataire lancé par le Togo à un taux de 6,50%, à raison de 10 mille Fcfa, la valeur nominale de l'obligation s'achèvera le 28 février prochain. Ce nouvel emprunt obligataire est en hausse de 10,5 milliards Fcfa par rapport à celui de 2006. Ouvertes aux personnes physiques ou morales vivant au Togo ou dans l'un des Etats de l'Union, les obligations sont disponibles auprès de la SGI- Togo, société chargée de commercialiser les titres ou auprès de l'Actibourse EDC Investissement Corporation Ecobank. Le règlement des obligations, se fera suivant trois modes de

payement, selon les responsables de la SGI- Togo, à savoir par chèque, en espèces ou par prélèvement sur salaire. Le remboursement du capital, sera annuel avec un an de différer.

A quoi vont servir les 47 milliards ?

La loi de finances 2011, consacre une enveloppe de plus de 230 milliards de Fcfa au titre des dépenses d'investissement pour faire face au Programme d'Investissement public (PIP). Ainsi, les ressources mobilisées par l'emprunt serviront à financer en partie, des projets prioritaires du gouvernement togolais, dans les secteurs d'infrastructures routières, l'Education, l'agriculture, le tourisme. Il s'agira de multiplier les chantiers d'aménagement, de bitumage et de réhabilitation des routes et pistes rurales ; au renforcement de la sécurité alimentaire à travers un soutien au Programme National d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA). Le produit de l'emprunt sera également injecté dans la modernisation des infrastructures éducatives, à l'insertion socio-professionnelle des jeunes diplômés, puis, dans l'aménagement des sites touristiques et la construction des hôtels. ■

Yohanès Akoli

Musique

Omar B et Papson Moutité en mode nouveauté

L'artiste Papson Moutité prépare la sortie prochaine de son 3ème album. Cet artiste spécialisé dans l'ambiance compte revenir en force dans les bacs après quelques temps d'absence sur la scène musicale togolaise. Après sa chanson de sensibilisation appelant les Togolais à accepter le pardon pour faciliter le travail de la Commission Vérité Justice réconciliation, il revient cette fois-ci avec un nouveau titre qui commence par cartonner sur les médias. Ce titre est « Laissez-nous chanter », une sorte de réclamation de liberté pour ceux qui parlent mal de lui. Et c'est en collaboration avec Omar B, la



coqueluche du moment au Togo qui est l'actuel Roi de l'RNB dont l'album a été primé meilleur de l'année 2010 au Togo dans la tendance Hip hop. Le Préféré des filles de Lomé s'illustre encore mieux dans la musique ambiante pour trouver le talent qu'on lui



connait. Le mélange « Kikidikissa » et RNB commence par soulever les foules et est parti pour s'imposer parmi les tubes de ce début d'année au Togo. « Laissez-nous chanter » commence aussi à abattre les jaloux. ■

BRHOOM Kwamé

Musique

Gino bientôt dans les bacs



Le propriétaire de « Dirty Soft Side Music » est en train de mijoter un produit pratiquement fini pour ses inconditionnels. Le Studio d'où est sorti le célèbre titre M'Shina du groupe SB#1, prépare en douce l'album de Gino. L'album qui sort dans les toutes prochaines semaines sera typiquement Hip-hop hard-cord. Un genre dans lequel l'artiste excelle

depuis quelques temps. Ce 1er bébé sonore de Gino sera baptisé « Hope ». De l'espoir nécessaire pour tout individu dans ces initiatives. L'album Hope, marquera ainsi le grand début d'une carrière musicale qui s'annonce prometteuse pour Gino qui ne jure que par le travail bien fait. Il a sorti plusieurs singles qui l'ont fait connaître au public togolais. Parmi ces titres, nous avons Edjovo, Cinq Minutes, Melody, Let's go, etc. Ce dernier titre cité est un featuring avec Speezy BB qui a été la meilleure collaboration 2010 entre artistes togolais à la 7ème édition de Togo Hip Hop Awards. Après la sortie de cet album, Gino sera désormais un artiste officiel et dira ainsi adieu à l'underground comme on le dit dans ce domaine. Hope dont la date de la sortie officielle reste à préciser regroupera une douzaine de titres pour le bien de fans de l'artiste. ■

BRHOOM Kwamé

Folo et les siens au Centre culturel Français de Lomé

Les jeunes artistes humoristes du Togo continuent de montrer leur talent. Et comme on le sait tout change et tout évolue. Le monde culturel du Togo ne veut pas échapper à cet adage. Après leur prestation au côté de leurs aînés le 02 janvier dernier au palais des Congrès de Lomé, les jeunes humoristes ont posé leurs bagages le 22 janvier dernier au Centre Culturel Français de Lomé. En effet, le samedi dernier, Folo, Blaise et la Famille Gbè, le duo Jo and Joy, Rodhé le charmeur et bien d'autres artistes de ce domaine culturel étaient sur scène au CCF. Durant plus de 2 heures d'horloge, ils ont eu à tenir en haleine le public venu massivement apprécier leurs efforts. Plusieurs thèmes ont été abordés sans langue de bois. Le

vécu quotidien du togolais, la politique, l'économie, la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, tout a été abordé au cours de ce concert. Au CCF ce samedi, l'on a ri et fait rire tous ceux qui y étaient. C'étaient une soirée inédite qui confirme l'évolution de ces jeunes qui sont sur les pas de Gbadamassi, Gogoligo, Azé Kokovivina, Agbéliklako et autres. Ce qui confirme la bonne forme de l'humour togolais et de ses acteurs qui deviennent de plus en plus talentueux. Le public du CCF de ce 22 janvier a aussi montré son intérêt pour cet art qui draine désormais des foules. La preuve, ce seul mois de janvier 2011 a connu déjà trois spectacles d'humour. Le premier dans la grande salle du Palais des congrès de Lomé, et les deux autres au



Centre culturel Français de Lomé. On espère que les autres mois à venir seront aussi riches en spectacles culturels. ■

B K

Football

DYTO en coupe de la CAF

Le Dynamique Togolais va affronter à nouveau une compétition continentale après plus de cinq ans d'absence. Le club togolais joue ce 30 janvier à Lomé, Sahel Sport Club du Niger. Ce match compte pour la phase préliminaire de la Coupe de la Confédération Africaine des Fédérations, l'équivalent de l'Europa League en Europe. C'est une compétition réservée aux équipes vainqueurs des coupes nationales au sein des différents pays membres de la CAF. Pour une meilleure prestation, l'équipe togolaise intensifie depuis quelques temps les entraînements sous la houlette de Kodjovi Mawuëna qui est aussi l'entraîneur adjoint des Eperviers du Togo. Mais l'équipe des militaires amenée par Kodjovi Mawuëna présente un handicap majeur, le manque de compétition. En effet, le Dynamique Togolais est un club de première Division togolaise dont le dernier championnat remonte à 2009 et depuis les clubs moisissent par manque de compétitions. L'autre handicap pour le moins inquiétant est le manque de talents. Mais DYTO est l'un des clubs qui ont su garder la majorité de leur effectif jusqu'à ce jour et aussi, l'équipe vient d'être renforcée par quelques meilleurs joueurs dont Alex KINVI-BOH et Koudjo ALEMAWO venus de l'Union Sportive de Masséda. Le club a multiplié des matchs amicaux de préparation contre des clubs de D2 qui se préparent pour la reprise du championnat le 29 janvier prochain. DYTO a aussi disputé deux matchs amicaux contre le représentant béninois à la coupe CAF et le Club champion du Bénin. Le staff technique est en train de régler les derniers détails avant le match prévu au Stade Municipal de Lomé, ce 30 janvier contre Sahel Sport Club du Niger. Le club togolais éprouvera des difficultés face à son adversaire qui est une compétition dans son pays et dispose ainsi de la condition physique nécessaire pour cette compétition. Mais malgré tout, l'espoir est permis comptant sur la détermination de la troupe de Mawuëna et le soutien du public togolais. DYTO joue à domicile et peut créer la surprise pour se mettre à l'abri d'une élimination prématurée. ■

B. K

La D2 nationale

Les choses sérieuses commencent ce Samedi

Les Clubs engagés dans le championnat national de Deuxième division vont reprendre du service à partir de ce samedi 29 janvier. Le cuire rond va rouler de nouveau sur les terrains togolais. Cette reprise marquera la reprise effective des activités suspendues depuis le congrès de défiance du 28 novembre 2009 contre le bureau de Rock Gnassingbé. Et depuis là, plus rien ne se fait et les clubs sont privés de compétition. Plusieurs d'entre eux ont ainsi perdu leurs joueurs partis se chercher dans les pays voisins. Les choses semblent rentrer dans l'ordre depuis l'élection d'un nouveau bureau présidé par Gabriel AMEYI. Le Bureau Exécutif une fois en fonction a émis le vœu de la reprise du championnat de D2. Ce désir a été confirmé avec l'annonce de la date de la reprise de la D2 au 29 janvier après une concertation avec les clubs et les ligues. Les choses sérieuses démarrent donc ce

samedi avec l'ouverture officielle au Stade municipal de Lomé. C'est ASFOA de Lomé et AGAZA qui ouvrent le bal. Les autres clubs rentrent dans la danse le 06 février en raison du match international que DYTO va livrer le Dimanche 30 janvier contre le Sahel Sport Club du Niger. Plusieurs dispositions sont prises pour le bon déroulement de ce championnat. Parmi ces dispositions, l'appui financier aux clubs. Cet appui a été effectif depuis la semaine dernière où chaque club a reçu 1000000 de FCFA pour sa préparation. Tout est donc prêt et le ballon pourra rouler sans souci majeur dès ce 29 janvier. La balle est maintenant dans le camp des clubs et de leur président qui doivent tout faire pour vivifier ce championnat tant attendu. Et aux joueurs de mettre du leur pour que le spectacle soit garanti aux inconditionnels du football. ■

BRHOOM Kwamé

Côte d'Ivoire Échec et mat pour la diplomatie ?



Eclipsée entretemps par la révolution en Tunisie, la crise post électorale en Côte d'Ivoire revient au devant de l'actualité avec l'échec de la diplomatie qui semble consommé.

Faut-il le rappeler, depuis le début cette crise, on a assisté à un ballet incessant de personnalités de tous horizons au pays d'Houphouët pour tenter chacun à sa manière de dénouer l'imbroglio politique. La liste est longue: le Président de la Commission de l'UA, Jean PING, l'ancien Président Sud-africain TABO M'beki, le comité des Chefs d'Etat envoyé par la CEDEAO en l'occurrence béninois Boni Yayi, Ernest Koroma de la Sierra Leone et Pedro Pires du Cap-Vert. Peine perdue! Les protagonistes sont restés campés sur leurs positions.

La dernière tentative de Premier Ministre Kényan Raila Odinga apparaît dès lors comme le chant du Cygne de la voie diplomatique, tant les positions des protagonistes sont tranchées.

Le Premier Ministre kényan est le dernier en

date à avoir fait les frais de l'intransigeance de la classe politique ivoirienne.

Du coup les bruits de bottes qui se sont entretemps tus pour donner la chance à la diplomatie, se font entendre du côté de la CEDEAO.

Quelle que soit la décision qui sera prise, un principe cardinal de la charte des Nations Unies aura été respecté, le règlement pacifique des différends par tous les moyens, les actions coercitives après.

Si du côté d'Abidjan, on organise des meetings pour dénoncer l'impartialité de la communauté internationale, vilipender les institutions multilatérales, tombant dans un manichéisme abstrait, à la CEDEAO, c'est le branle-bas de combat.

D'ores et déjà le comité des Chefs d'Etat Major des pays membres s'est réuni à Bamako pour décider de la stratégie à adopter.

La stratégie aurait été déjà peaufinée et n'attendrait que le feu vert politique.

D'après des experts sur place, la CEDEAO envisage de diriger elle-même l'intervention militaire pour chasser Laurent Gbagbo, tout

comme elle pourrait incorporer ses éléments dans la force de l'Onu en Côte d'Ivoire pour mener cette opération. Si le Nigeria est prêt à fournir le gros des effectifs, il faut signaler que d'autres pays comme le Mali, le Togo et le Burkina Faso ont tout aussi manifesté leur intention d'envoyer des troupes en Côte d'Ivoire. Tous ces pays qui connaissent la complexité de la situation sur le terrain, entendent donner plus de priorité à l'attaque aérienne.

L'institution régionale consciente des velléités de représailles que pourrait tenter de nourrir le camp Gbagbo, envisage de prendre des mesures pour protéger les ressortissants étrangers en Côte d'Ivoire, d'organiser avec les pays partenaires le blocus naval de la Côte d'Ivoire.

La question qui est sur toutes les lèvres est celle de savoir si la CEDEAO pourra franchir le rubicond en optant pour cette solution extrême?

Elle est d'autant plus importante que c'est la première fois que l'institution agit pour imposer un Président démocratiquement élu. Jusque-là l'Ecomog, son bras armé n'est

intervenu que dans des situations de guerres civiles. Une telle intervention créera un précédent et on doit s'attendre qu'à l'avenir, la CEDEAO agisse dans des cas similaires pour ne tomber dans du deux poids deux mesures. En tout cas, sa crédibilité en dépendra.

La question divise les dirigeants des pays membres de la CEDEAO. On note en effet quelques fissures et elles peuvent être de nature à entacher la légitimité de l'opération. Si l'axe Dakar-Abuja-Ouagadougou soutient formellement une intervention militaire, le Ghana se dissocie en affichant sa neutralité. Le Président John Atta Mills a déjà affirmé qu'il n'enverra pas de troupes en soutenant qu'il pas n'appartient à son pays de choisir un

dirigeant à la Côte d'Ivoire.

Du côté du Front Populaire Ivoirien (FPI), on interprète l'attitude du Ghana comme un soutien.

La question divise tous les fils du continent, partagés entre ceux, d'une part qui estiment qu'une intervention prouvera que le continent africain est un continent toujours infantilisé et d'autre part ceux qui pensent qu'une intervention est utile pour décourager les futurs Hommes politiques qui ne respectent pas le verdict des urnes.

Toutefois, une constance se dégage des arguments des uns et des autres ; tout le monde s'accorde sur le fait que qu'une opération militaire aura des conséquences néfastes, car la menace d'une guerre civile brandie par le camp Gbagbo est à prendre au sérieux.

Pour le moment, l'heure est au durcissement des sanctions économiques, mais quel effet auront-elles sur Laurent Gbagbo, décidé à s'accrocher au pouvoir vaille que vaille. ■

DIÉUDONNE E

La chute de Ben Ali peut-elle faire des émules au sud du Sahara ?



Mieux que la crise ivoirienne la situation en Tunisie continue d'alimenter les débats un peu partout dans le monde. La fuite de BEN ALI semble n'avoir pas apporté l'apaisement escompté. Le mouvement envahit tout le pays ; plus qu'une révolte, il s'agit plutôt d'une révolution, et les révolutionnaires profitent pour en finir avec tout un système régenté depuis 23 ans par BEN ALI. Que ce soit dans la presse ou par les prises de position de certains analystes

politiques, on a vite fait de comparer la situation en Tunisie à celle de bien d'autres pays africains et surtout ceux de l'Afrique sub-saharienne toujours citée en mauvais exemple en matière de bonne gouvernance et de carence en démocratie. Les problèmes sociaux, aucun pays n'y échappe, en ce troisième millénaire même si c'est à des degrés divers. Le chômage de plus en plus croissant d'une jeunesse de plus en plus galopante, reste un véritable souci pour ceux qui président aux destinées des nations.

Depuis le début du mois de janvier, chacun y va de son commentaire sur l'impact de la révolution du jasmin sur la situation sociopolitique dans bien de pays africains. Existe-t-il une autre TUNISIE quelque part en Afrique ? Ceux qui se sont empressés d'établir un parallèle entre le cas tunisien à celui de certains pays africains n'ont peut-être pas tort quand on prend en considération le combustible déclencheur de la révolution du jasmin notamment la pauvreté, l'injustice sociale sous toutes ses formes. Mais en plus de cette situation peu reluisante s'ajoute, la violation systématique des droits de l'homme avec la cohorte des prisonnier d'opinion, le musèlement de la

presse, l'oppression du peuple. Les événements du mois de Janvier ne sont que la manifestation de tant d'années de frustrations, un véritable ras le bol exprimé de la manière la plus forte. Les facteurs qui ont fait partir BEN ALI ne sauraient se limiter à l'épineux problème du chômage. Il faut aussi prendre en compte la psychose créée par les réseaux terroristes notamment Al Qaida au Maghreb Islamique qui met à genou le secteur touristique avec pour corolaire les ajustements sociaux dans ce secteur et dans celui du textile tunisien qui n'a plus le vent en poupe dans les milieux occidentaux. La révolution de jasmin fera-t-elle des émules ? L'exemple Tunisien n'est pas inédit

Ce n'est pas la première fois que la rue vient à bout d'une dictature, les corbeilles de l'histoire nous fournissent bien d'exemples. De la prise de la Bastille par les émeutiers le 14 Juillet 1789 symbole de la victoire du peuple sur l'arbitraire en passant par la chute de Nicolas Ceausescu en Roumanie les mouvements populaires ont parfois eu raison des dictatures même les plus dures. Le continent africain n'est pas exempté. Le Mali de Moussa Traoré en 1990 ou encore la Côte d'Ivoire de Robert GUEI au lendemain

de l'élection présidentielle en 1999 sont passés par là.

Mais il faut aussi souligner que toutes les révolutions, tous les mouvements populaires n'ont pas toujours débouché sur la fuite du tyran. Les mieux réussis sont ceux qui ont été spontanée avec aucune main politique derrière. Dans la plupart des pays africains, les mouvements sociaux ont très souvent un caractère politique d'ou leur fragilité. Tout le peuple ne se retrouve pas forcément dans l'idéologie et les vrais objectifs de l'instigateur quand il y en a. Le coté social brandi très souvent n'est qu'un paravent. La révolution du jasmin est-elle l'initiative des politiques ou une génération spontanée ? Pour l'instant, il est difficile de trancher. La mayonnaise semble prendre chez le voisin algérien mais il serait surprenant que cela débouche sur une quelconque fuite de BOUTEFLIKA. La révolution du jasmin loin de sonner une révolte à l'échelle du continentale comme le prédisent certains, garde tout de même le mérite d'avoir éveillé davantage la conscience des dirigeants sur la nécessité de prêter une oreille plus attentive aux populations qui n'aspirent qu'à mieux vivre. ■

FP